

"Oskar Lafontaine: Le rêve de l'Allemagne et ses relations avec la France" dans Frankfurter Allgemeine Zeitung (24 décembre 2000)

Légende: Le 24 décembre 2000, Oskar Lafontaine, ancien président du Parti socialiste allemand (SPD) et ancien ministre des Finances, analyse dans le quotidien Frankfurter Allgemeine Zeitung les raisons des tensions entre la France et l'Allemagne.

Source: Frankfurter Allgemeine Zeitung. Zeitung für Deutschland. 24.12.2000, Nr. 51. Frankfurt/Main: FAZ Verlag GmbH. "Deutschlands Traum und das Verhältnis zu Frankreich ", auteur:Lafontaine, Oskar , p. 5.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/oskar_lafontaine_le_reve_de_l_allemande_et_ses_relations_avec_la_france_dans_frankfurter_allgemeine_zeitung_24_decembre_2000-fr-25ec39d6-1fd8-4258-8137-392bfc85d5cd.html



Date de dernière mise à jour: 06/12/2016

Le rêve de l'Allemagne et ses relations avec la France

par Oskar Lafontaine

«Relations franco-allemandes: la fin de l'euphorie», «Fiel gaulois: le ton monte entre les partenaires de Berlin et de Paris»... Voilà comment la presse a décrit les relations franco-allemandes après le sommet de Nice.

Bien sûr, toutes les familles ont leurs disputes, et même les meilleurs amis connaissent parfois des tensions. Il est vrai également que la cohabitation avec le premier ministre gaulliste ne facilite pas la mise en place d'une politique étrangère cohérente par la France. La décision de l'Assemblée nationale de modifier le calendrier électoral de façon à organiser les élections législatives juste après les présidentielles de mai 2002 démontre que la politique française a conscience de ce problème. Mais le point mort de l'unification européenne n'est pas seulement la conséquence de la cohabitation en France. On constate de plus en plus que l'intérêt des dirigeants politiques européens se porte principalement sur les victoires électorales dans leur propre pays. Il n'y a rien de mal à cela. Mais lorsque la politique étrangère est subordonnée entièrement à cet objectif, elle ne peut que manquer d'envergure.

Il fallait s'attendre à ce que l'effondrement du communisme ait également des conséquences sur la politique des pays occidentaux. Bien des gens semblent être arrivés à la conclusion que l'unification de l'Europe n'est plus si importante. Mais il suffit de se tourner vers la Yougoslavie pour comprendre que l'unification de l'Europe est plus indispensable que jamais.

Par ailleurs, les élections présidentielles américaines ont clairement démontré qu'une politique extérieure fondée sur la conviction que l'Amérique agira toujours correctement est désinvolté. Parce que la politique étrangère américaine fait elle aussi des erreurs, l'Amérique a besoin de partenaires sur la scène politique mondiale, et notamment en Europe. Mais il ne saurait y avoir d'Europe unie sans une collaboration franco-allemande. Si le centre n'est pas soudé comme il le doit, il sera encore plus difficile de réaliser l'union dans les régions périphériques. L'histoire nous montre que l'Europe progresse mieux lorsque les dirigeants politiques français et allemands partagent des projets communs. De Gaulle et Adenauer rêvaient d'une réconciliation entre l'Allemagne et la France, Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt s'intéressaient à l'union économique et monétaire de l'Europe et aux sommets économiques mondiaux. Kohl et Mitterrand, quant à eux, avaient compris que la réunification allemande ne pourrait devenir réalité qu'avec les progrès de l'unification européenne. Mais quel est le projet commun de Chirac, de Jospin et de Schröder? Chirac s'intéresse à la culture chinoise, Schröder est l'un des auteurs du document Schröder-Blair, et Jospin, qui s'oppose à ce texte, s'est exprimé par ces mots: «Économie de marché, oui; société de marché, non».

Il est frappant de constater le peu d'intérêt que Chirac, Jospin et Schröder manifestent pour la culture de l'autre pays. Mais ce n'est qu'en s'intéressant à la culture et à la langue de l'autre pays qu'on peut développer l'affection et la sympathie nécessaires à une collaboration réellement amicale.

Ce qui s'est passé à Nice n'est pas à prendre à la légère. On peut lire dans le «Spiegel», le magazine du patriote allemand Rudolf Augstein: «Les Allemands seront les principaux bénéficiaires d'un élargissement à l'Est désormais inévitable. Ceci vaut aussi bien au niveau économique, grâce aux nouveaux marchés que représentent nos voisins de l'Est, traditionnellement demandeurs d'un travail allemand de qualité. Mais c'est également vrai du point de vue politique, car les nouvelles adhésions réalisent enfin le vieux rêve de Hans-Dietrich Genscher de faire de l'Allemagne la puissance centrale de l'Europe.»

Je ne sais pas si Hans-Dietrich Genscher rêve de faire de l'Allemagne la puissance centrale de l'Europe, et j'ai de bonnes raisons d'en douter. Il est trop intelligent pour cela. Il sait en effet que depuis Richelieu, la politique étrangère française a toujours eu pour objectif d'empêcher l'émergence d'une grande puissance au centre de l'Europe. Ce grand principe de la politique étrangère française ne peut s'effacer que dans le cadre d'une Europe unie. Kohl et Mitterrand l'avaient compris, et ils ont agi en conséquence. Bien sûr, ils ne sont pas allés assez loin, mais la mission de la génération politique actuelle n'est pourtant pas de «réaliser la

réunification de l'Europe». Il me semble que les prédécesseurs de la génération actuelle ont suffisamment contribué à réunifier l'Europe. Il ne reste plus aujourd'hui qu'à achever leur travail. Pour y parvenir, il faut avoir une idée claire des responsabilités qui devront relever à l'avenir de l'Union européenne et des États membres. La politique étrangère et de sécurité, l'orientation de la politique économique et financière au niveau macroéconomique (y compris la législation fiscale): toutes ces responsabilités reviendront à l'avenir, comme aux États-Unis, à l'Union européenne. Si elle se concentre sur ces missions principales, il sera possible de corriger une bonne partie des erreurs commises par les bureaucrates bruxellois obsédés de détails. Il va de soi que cette politique européenne doit s'accompagner d'un Parlement doté de réels pouvoirs. Le discours tenu à Berlin par Joschka Fischer a donné un nouvel élan à cette discussion. Les réactions de Paris sont connues. Mais elles resteront les mêmes aussi longtemps qu'en Allemagne, certains rêveront de faire de l'Allemagne la puissance centrale de l'Europe.